

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1, rue Dufay
76100 ROUEN

ROUEN, le 01/12/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/11/2022

Contexte et constats

Publié sur



CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE

ZI du Bois Hetrel
27340 CRIQUEBEUF SUR SEINE

Références : UDRD.2022.12.CD.01.CH.Brj
Code AIOT : 0005801394

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/11/2022 dans l'établissement CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE implanté Lieu-dit Les sablons 76530 YVILLE SUR SEINE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET BALLASTIERES DE NORMANDIE
- Lieu-dit Les sablons 76530 YVILLE SUR SEINE
- Code AIOT : 0005801394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Ied : Non

Le site est une carrière localisée dans la vallée de la Seine, sur la boucle d'Anneville-Ambourville, et qui extrait à sec puis sous eau, des sables et graviers provenant des formations alluviales anciennes. Actuellement, l'extraction est réalisée sous eau dans la partie du site correspondant à la phase 4 telle qu'autorisée par l'arrêté préfectoral du 14 novembre 2018 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suivi de l'exploitation de la carrière
- contrôle des modalités de remise en état et matériaux employés

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	registre de suivi des matériaux de remblaiement	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réaménagement partie "le marais"	Arrêté Préfectoral du 18/05/2009, article 8.4.2	/	Sans objet
2	Garanties financières "le marais"	Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 4	/	Sans objet
3	Porter à connaissance de transfert d'une partie de l'autorisation du marais	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 1.6.1	/	Sans objet
4	Phasage et réaménagement "les sablons"	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.3	/	Sans objet
6	Document préalable à l'admission	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.1	/	Sans objet
7	Mesures spécifiques à la mise en remblais des déblais pyriteux	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.7	/	Sans objet
8	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 4.2.2	/	Sans objet
9	Voies de circulation	Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a porté sur les sites dits "le marais" et "les sablons". L'exploitation puis la remise en état de la carrière se déroulent dans l'ordre prévu pour chacun des deux sites. Les opérations de remblaiement font l'objet des contrôles nécessaires des terres, en vue de vérifier l'éventuelle présence de polluants et de prendre les mesures adaptées. L'exploitant réalise un suivi correct des terres reçues. Le Registre National Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS) est désormais à compléter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réaménagement partie "le marais"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/05/2009, article 8.4.2
Thème(s) : Autre, réaménagement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sauf dispositions contraires indiquées dans la présent arrêté, le réaménagement des terrains sera effectué conformément aux plans et documents joints au dossier de demande d'autorisation déposé en février 2008. La remise en état du site consiste en : <ul style="list-style-type: none">• la création d'un plan d'eau à vocation de loisirs (au Nord de la rue Christine) avec une zone de haut fond au niveau des parcelles exploitées à l'Est de la « phase digue »;• la création d'un deuxième plan d'eau (au Sud de la rue Christine) avec des zones de haut fond ;
Constats : Le réaménagement des phases 9, 10, 11 et 12 en plan d'eau a été constaté. Des bouées marquent la présence d'une zone de haut fond en phase 12, à l'Est de la phase "digue". L'exploitant indique que la phase 13 a été remblayée avec des sédiments de dragage du port de Rouen. De la tourbe sera remise en surface une fois les sédiments tassés, pour finir le réaménagement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Garanties financières "le marais"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/05/2022, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le montant de référence des garanties financières fixées permettant d'assurer le réaménagement de l'ensemble de la carrière est de 285 851 euros pour la période de prolongation demandée (jusqu'au 22 mai 2023 inclus). [...] Un acte de cautionnement conforme à l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 est adressé à l'inspection dès notification du présent arrêté
Constats : Un acte de cautionnement du montant indiqué a été fourni par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Porter à connaissance de transfert d'une partie de l'autorisation du marais

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 1.6.1
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Un dossier de porter à connaissance a été déposé par l'exploitant le 5 juillet 2022, visant au transfert de l'autorisation des phases 14, 15 et 16 du site "le marais" vers le site "les sablons". Cette demande est assortie d'une demande de prolongation de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter de la carrière "les sablons" pour une durée de 3 ans, correspondant à la durée d'exploitation de ces 3 phases. Ces 3 zones correspondent à l'endroit où se trouve actuellement l'installation de traitement des matériaux, qui a vocation à être utilisée jusqu'à la fin de l'exploitation du site "les sablons". Quelques demandes de complément ont été faites auprès de l'exploitant, reprises dans la lettre de suite de la présente visite. Le dossier a été complété depuis la visite sur l'essentiel des demandes. Le dossier a fait l'objet d'une décision au cas par cas de non soumission à une évaluation environnementale, en date du 13 juillet 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Phasage et réaménagement "les sablons"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.3
Thème(s) : Autre, Phasage d'exploitation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'extraction est réalisée en 5 phases (de 2 à 5 ans chacune) conformément au plan de phasage annexé aux présentes prescriptions. Selon tableau de l'article 8.4.3, en 2022 : Phase 1a Remise en état Phase 1b en cours de réaménagement Phase 2 : En cours de remblaiement Phase 3 : En cours de remblaiement Phase 4 : En cours d'exploitation Phase 5a : En cours d'exploitation Phase 5b : Non encore exploitée
Constats : Le respect global du phasage et des modalités de remise en état a été constaté : <ul style="list-style-type: none">- Le remblaiement de la phase 1a est terminé, le réaménagement est en cours (présence de plantations récentes)- Le remblaiement de la phase 1b avec des terres provenant de chantiers extérieurs se termine (une toute petite partie encore à compléter au Nord-Ouest)- La phase 2 est en cours de réaménagement par remblaiement avec des terres inertes (en vue de créer des zones cultivées)- La phase 3 est déjà fortement exploitée (encore une partie à surcreuser à l'Est) (pas d'exploitation en cours au moment de la visite, attente d'accès de la drague)- La phase 4 est en cours d'exploitation, à la fois sous eau au moyen de la drague, et hors d'eau par bulldozer. Les matériaux extraits sont dirigés vers l'installation de traitement par bande transporteuse- Les phases 5a et 5b ne sont pas encore exploitées
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : registre de suivi des matériaux de remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.4
Thème(s) : Autre, Registre de suivi des déchets utilisés en remblayage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>l'exploitant tient à jour un registre d'admission, éventuellement sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :</p> <ul style="list-style-type: none">• la date et heure de réception, le nom et coordonnées du producteur des déchets, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;• le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires, ainsi que du ou des transporteurs ;• l'origine et la nature des déchets, en distinguant les lots de déchets qui ont été acceptés avec le bénéfice de la dérogation ainsi que les lots de déblais pyriteux ;• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets (en référence à la liste des déchets acceptés en remblayage figurant à l'article 8.4.6.5 du présent article) ;• la quantité en tonnes (ou le volume) des déchets ;• la destination des déchets (les terrains de la carrière sont quadrillés afin de déterminer où sont stockés les déchets recueillis) ;• pour les déchets pyriteux, la cote du toit des déblais remblayés en nappe (par relevé bathymétrique ou autre méthode) ;• pour les déchets pyriteux, l'identité de la personne de la société CBN ayant réalisé les contrôle du lot (pH et contrôle visuel) ;• pour les déchets pyriteux, la valeur du pH mesurée sur l'échantillon représentatif du lot, la teneur en sulfure ou soufre oxydable et le rapport NP/AP ;• le résultat du contrôle visuel (notamment si présence ou absence de rouille visible sur le lot de déchets pyriteux) et, le cas échéant, de la vérification des documents d'accompagnement, notamment d'acceptation préalable le cas échéant ;• le cas échéant, le motif de refus d'admission. <p>Ce registre est conservé pendant au moins toute la durée de l'exploitation (réaménagement compris) et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

Constats : Le registre 2022 a été consulté, il contient notamment :

- la date et heure de réception, le nom et coordonnées du producteur des déchets, la date de délivrance de l'accusé de réception des déchets délivré au producteur et, si elle est différente, la date de leur stockage ;
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires, ainsi que du ou des transporteurs ;
- l'origine et la nature des déchets ;
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets ;
- la quantité en tonnes des déchets ;
- la destination des déchets, avec la zone de la carrière où les terres ont été enfouies ;
- le résultat du contrôle visuel.

L'exploitant réalise régulièrement, sans information préalable des apporteurs de terres, des analyses pour vérifier la conformité de celles-ci. Les 3 rapports d'analyse consultés montrent des valeurs qui respectent les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014.

L'exploitant a déclaré à l'inspection ne pas avoir commencé à procéder aux déclarations dans le Registre National Déchets, Terres excavées et Sédiments (RNDTS).

Demande n°1 : A partir du 1er janvier 2023, l'exploitant doit tenir à jour le RNDTS, avec si possible les coordonnées cadastrales des parcelles d'origines des terres excavées qu'il reçoit sur son site y compris pour les terres en provenance de plateforme de tri, transit, regroupement ou traitement (sauf lorsque ces plateformes sont en mesure de lui apporter la preuve qu'elles disposent d'une autorisation de rupture de traçabilité par arrêté préfectoral ou sauf si la zone géographique n'est réellement pas cadastrée). Sur le repérage des parcelles d'origine, une tolérance est admise jusqu'à fin mai 2023. Le cas échéant il fait évoluer ses documents d'acceptation préalable pour recueillir cette information.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Document préalable à l'admission

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.1
Thème(s) : Autre, Document préalable à l'admission
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant la livraison ou avant la première d'une série de livraisons d'un même déchet, le producteur de déchets remet à l'exploitant un document préalable indiquant l'origine, les quantités et le type des déchets, et justifiant leur caractère inerte. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires le cas échéant. Toutefois, si les déchets sont apportés en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité pourra être rempli par le producteur des déchets ou son représentant lors de la livraison des déchets. (pour mémoire, la prescription contrôlée est celle en vigueur en début d'année 2022, et non celle applicable depuis le mois de mai 2022)
Constats : Les documents préalables d'admission datés de janvier 2022 dont été consultés par sondage pour 3 apporteurs. Ils contiennent notamment <ul style="list-style-type: none">• le nom et les coordonnées du producteur des déchets• le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;• l'origine des déchets ;• le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets ;• la quantité de déchets concernée en tonnes (sauf pour un apporteur interne au groupe Eurovia, qui bénéficie d'un forfait sur le sujet). Le document préalable de l'un des trois producteur comporte une imprécision, les terres étant à la fois qualifiées de "ne nécessitant pas d'analyse préalable" et "nécessitant une analyse préalable". Les analyses fournies par l'exploitant sur ces terres montrent cependant un respect des valeurs limites prévues à l'annexe 2 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 sur les conditions d'admission des terres en installations de stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Mesures spécifiques à la mise en remblais des déblais pyriteux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 8.4.6.7
Thème(s) : Autre, Ennoisement des déblais pyriteux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant procède, dès notification du présent arrêté, à l'immersion des déblais pyriteux déjà remblayés sur le site de la carrière et stockés hors d'eau.
Constats : Pour des raisons liées au contexte local, l'exploitant a attendu, pour entamer cette opération, la fin du délai de recours de l'arrêté du 14 juin 2022, qui modifie l'arrêté du 14 novembre 2018 et prescrit l'ennoisement des déblais pyriteux. Cette démarche n'appelle pas de remarques de l'inspection des installations classées, ces déblais étant actuellement recouverts d'autres matériaux qui les isolent de l'air ambiant. Par ailleurs, le suivi des eaux souterraines est réalisé tous les 15 jours depuis le mois de mai 2021 (comme si l'on était en phase de travaux sur ces déblais) ne montre aucune évolution dans le pH de l'eau, ni dans les teneurs en sulfures ou en sulfates. L'opération d'ennoyage des déblais pyriteux actuellement situés hors d'eau est en cours d'organisation, la partie "mise en eau" des déblais nécessitant des moyens spécifiques dont la disponibilité n'est pas évidente, afin de pouvoir respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral en choisissant précisément l'endroit d'ennoisement, et en évitant le plus possible la remise en suspension des déblais. Des consultations sont en cours jusque décembre, l'opération sera réalisée au premier trimestre 2023, sauf indisponibilité d'une barge à clapet. Une visite sera réalisée fin mars 2023 pour vérifier la bonne réalisation de l'ennoyage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 4.2.2
Thème(s) : Autre, Surveillance des eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les analyses piézométriques sont réalisées [durant les phases de remblaiement] par des déblais pyriteux avec la fréquence minimale bimensuelle pendant une période minimale de 6 mois une fois que les déblais pyriteux stockés hors d'eau auront été convenablement gérés (dès le début de l'ennoisement sous niveau 0m NGF), Les analyses doivent notamment être comparées aux seuils de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R.1321-2, R.1321-3, R.1321-7 et R.1321-38 du code de la santé publique pour un certain nombre de paramètres, dont les sulfates (valeur limite 250mg/l) et plusieurs métaux.
Constats : Comme évoqué au point de contrôle précédent, les analyses sont réalisées tous les 15 jours, depuis mai 2021 sur les piézomètres Pz7, Pz1 et Pz2, et depuis septembre 2022 sur le piézomètre ST3 et dans les eaux du bassin. Les résultats respectent les valeurs limites fixées par l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif aux eaux brutes et aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exception d'une valeur isolée de carbone organique total sur le Pz2. Le dépassement relevé en juillet 2022, ne s'est pas reproduit depuis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Voies de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2018, article 3.3
Thème(s) : Autre, Voies de circulation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses : <ul style="list-style-type: none">• les voies de circulation sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,• les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Des dispositions sont à prévoir telles que le lavage des roues des véhicules en sortie du site, le nettoyage régulier des voiries publiques à l'aide d'une balayeuse...
Constats : Il a été constaté la présence de dispositifs de lavage des roues des camions à la sortie de chacun des 2 sites (le Marais et les Sablons). La route départementale 45 ne portait aucune trace de salissure, pas plus que la rue Christine dans la partie Est, après la sortie de la carrière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet